

Pour la Fonction publique et les services publics, un 9 mai de combat !

30 avril 2019

Le projet de loi fonction publique va détruire la fonction publique et plus généralement les services publics. On assiste ainsi à une vaste opération de restructurations, déstructurations, externalisations, privatisations et abandons de missions enclenchée avec Action publique 2022. Le tout bien sûr avec toujours moins d'emplois (120 000 suppressions sur le quinquennat), toujours plus de coupes budgétaires (60 Mds€).

Les services publics dépecés, privatisés ? C'est non ! Réduire les services publics à leur plus simple expression, c'est ce que veut le gouvernement. Quitte à s'en débarrasser complètement. Et quand le président Macron annonce le déploiement de nouvelles maisons de services au public relookées en « Maisons France Service », ce ne sont en fait que de piètres substituts aux disparitions de services publics.

Pour Solidaires, le développement des services publics, c'est oui ! Ils génèrent redistribution des richesses et cohésion sociale. Solidaires revendique le maintien du maillage territorial des services publics en zone rurale, de nouvelles implantations dans les zones urbaines notamment de banlieue, pour une accessibilité de tou-te-s.

Les agent-e-s publics, des pions à déplacer, avec toujours moins de droits ? C'est non ! Le gouvernement organise la mobilité forcée. Les fonctionnaires pourront désormais être détaché-e-s d'office pour suivre une mission externalisée ou privatisée. Les CAP sont, elles, vidées de leurs compétences (mutations, promotions...). C'est l'arbitraire à tous les niveaux.

Pour Solidaires, c'est oui à des règles de gestion transparentes et égales pour tou-te-s, mises en œuvre dans le cadre des CAP, avec des compétences élargies.

Le contrat individuel en lieu et place du statut ? C'est non ! Le contrat ouvre les vannes d'un recrutement clientéliste, qu'il soit politique ou relationnel. L'objectif : que l'employeur puisse recruter qui il veut, comme il veut, s'en débarrasser quand il veut ! Et c'est à la généralisation du contrat qu'on assiste alors qu'il y a déjà 1 280 000 contractuel-le-s dans la fonction publique. Pour Solidaires, c'est non, à la précarité !

Pour Solidaires, c'est oui au statut général de la fonction publique dans l'intérêt général de la population, pour une réalisation des missions de manière objective et impartiale. Et c'est oui à des plans de titularisation massifs des contractuel-le-s pour moins de précarité. Et oui au concours pour un recrutement non discriminant.

Le gouvernement supprime les CHSCT et les CT pour les fusionner et réduit ainsi les lieux de défense des conditions de travail et de prévention des risques psycho-sociaux.

Pour Solidaires, c'est oui à l'amélioration des conditions de travail et c'est oui au maintien et au renforcement des prérogatives et attributions des CHSCT, pour la défense de tou-te-s.

Travailler plus pour gagner moins dans la fonction publique ? C'est non !

Le gouvernement veut mettre en place la rémunération individualisée et au mérite. C'est non !

Pour Solidaires, c'est oui au partage du travail et au recrutement de fonctionnaires.

Le gouvernement organise la paupérisation de la fonction publique. Nous ne le laisserons pas faire !

Pour une fonction publique forte et indépendante au service de la population.

Pour les services publics

Retrait du projet de loi fonction publique !

Toutes et tous, partout, en grève et dans la rue le 9 mai !